

Commission de la Sécurité sociale et
de la santé publique du Conseil aux Etats CSSS-E
Monsieur le Conseiller aux Etats Urs Schwaller, Président
Palais fédéral Ouest
3003 Berne

Berne/Lucerne, 9 février 2009

Révision de l'assurance-chômage – Demande de renvoi et de réexamen du projet

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers aux Etats,
Madame, Monsieur,

L'initiative des Villes Politique sociale SI et la Conférence suisse des institutions d'action sociale CSIAS saluent le fait que des mesures soient entreprises afin de garantir à plus long terme un **financement** de cette assurance sociale majeure. Le contexte économique n'ayant cessé de changer fortement au cours des dernières années, le financement requiert un cadre solide et réaliste afin de pouvoir faire face au changement de manière rapide et satisfaisante.

CSIAS et SI estiment qu'il est juste et nécessaire de se baser à l'avenir sur un nombre moyen de chômeurs plus réaliste. Afin de garantir un développement fructueux, l'assurance-chômage doit également être considérée sous un angle financier qui reflète la **réalité du marché du travail**. Une hausse globale des cotisations salariales, un taux de cotisation temporaire visant à réduire l'endettement, ainsi qu'une contribution de solidarité sur le revenu non assuré sont ainsi inévitables.

Que l'adaptation de la base financière de l'assurance-chômage à un nombre réaliste de chômeurs doive s'effectuer par le biais d'importantes **restrictions de prestations** n'est toutefois pas compréhensible. D'un point de vue socio-politique, les prestations d'aide devront d'une manière ou d'une autre être délivrées. Ces dernières devraient surtout être assumées par l'aide sociale et donc en premier lieu par les villes, communes et cantons. Les expériences faites lors de la dernière révision renforcent ce constat. Après l'introduction des restrictions de 2003, les coûts relatifs à l'aide sociale ont considérablement augmenté dès 2005 et ce malgré une conjoncture économique favorable. Des analyses détaillées ont confirmé que le chômage était l'une des principales raisons de cette augmentation.

Si les barrières d'accès à l'assurance proposées (hausse de la durée de cotisation, rallongement des délais d'attente) et les réductions de prestations correspondantes (montant maximal des indemnités journalières, non reconnaissance ou baisse du revenu assuré, retrait massif en ce qui concerne les mesures actives) sont effectivement mises en place, la tâche clairement assignée à la Confédération par la Constitution consistant à prévenir et à combattre le chômage sera à nouveau et en grande partie transférée **aux cantons, villes et communes et ainsi à l'aide sociale**.

Réduire l'assurance-chômage pour combattre le chômage présente le risque que de nombreux chômeurs ne pourront pas ou que peu bénéficier de **mesures et services intégratifs**. Cette situation contredit le courant socio-politique actuel pour lequel l'identification précoce et le renforcement des mesures d'intégration sont devenus les principes fondamentaux de la sécurité sociale. Dans ce contexte, la tendance de la Confédération au retrait du domaine de l'intégration au marché du travail s'avère problématique.

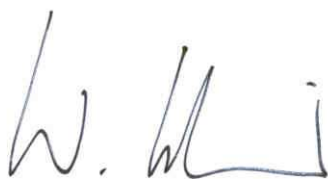
A l'heure actuelle, le projet n'intègre pas la **perspective** consistant à déterminer comment la haute flexibilité du marché du travail, typique à la Suisse, devrait être renforcée par une sécurité sociale adéquate (Flexicurity). Ainsi, la fonction centrale des marchés du travail transitoires quant à la perméabilité du marché du travail est méconnue. Les mesures adaptées au marché du travail sont fortement réduites et les mesures d'intégration ayant fait leurs preuves de par le passé telles que le gain intermédiaire sont en réalité rendues impossibles.

Au vu des **connexions et dépendances économiques internationales**, il s'avère nécessaire d'élaborer des solutions modernes quant au marché du travail et à la sécurité sociale (Flexicurity). A l'avenir, ces dernières présenteront des avantages géographiques décisifs pour l'économie suisse. Toutefois, une évolution sociale fructueuse et la stabilité sociale de la Suisse en dépendent. Une révision de la loi – telle que la présente -, qui aborde unilatéralement les défis économiques et socio-politiques, génère davantage de problèmes qu'elle n'en résout. Elle provoque avant tout un transfert des problèmes et coûts à l'aide sociale et donc aux villes, communes et cantons.

Nous vous serions très reconnaissants – Mesdames, Messieurs – de ne pas approuver la présente révision de l'assurance-chômage et de favoriser au moyen d'un **renvoi** l'élaboration d'une solution adéquate. Cette démarche s'avère nécessaire, notamment au vu des autres révisions annoncées de la loi sur l'assurance-invalidité qui prévoient de nouvelles restrictions de prestations. En l'absence de coordination minimale du processus, la Suisse mise toujours et encore sur l'assainissement isolé d'assurances sociales individuelles sans tenir compte des effets du changement entre les systèmes, dont l'aide sociale. Les associations ci-après sont volontiers disposées à exposer leur point de vue détaillé dans le cadre d'une **audition**.

Vous remerciant de l'intérêt que vous porterez à notre requête, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos respectueuses salutations.

**Conférence suisse des institutions
d'action sociale CSIAS**



Dr. Walter Schmid, Président CSIAS

Initiative des villes Politique Sociale



Ruedi Meier, Président
Conseiller municipal/Directeur des affaires
sociales de la Ville de Lucerne